



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté
et de la légalité**

ARRÊTÉ

Bureau de la Réglementation et des Élections

**Arrêté de mise en demeure
DCL-BRENV-2020-261-1**

**Société EPUR CENTRE
Parc d'activités des Blattiers
71160 DIGOIN**

LE PREFET DE SAONE-ET-LOIRE

**Chevalier de l'Ordre National du
Mérite**

VU le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L.171-8, L. 172-1 et suivants, L. 511-1 et L. 514-5 ;

VU le code de justice administrative ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation en date du 8 décembre 2005, délivré à la société EPUR CENTRE pour l'exploitation d'une installation de tri, transit et traitement de déchets sur le territoire de la commune de Digoin ;

VU l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires délivré le 23 octobre 2012 ;

VU l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2711, 2713, 2714 ou 2716

VU l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2712-1

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 28 juillet 2020 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU le projet d'arrêté transmis le 28 juillet 2020 à l'exploitant en application de l'article L.171-6 du code de l'environnement ;

VU les observations de l'exploitant du 9 septembre 2020 sur le projet d'arrêté précité ;

CONSIDÉRANT que l'article L.171-8 du code de l'environnement dispose qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure, la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ;

CONSIDÉRANT que l'article 4.3.11 de l'arrêté préfectoral du 23 octobre 2012 susvisé prévoit une surveillance, associée à des valeurs limites de rejets, pour les paramètres suivants :

- MES : 40 mg/l
- DCO : 40 mg/l
- Hydrocarbures totaux : 5 mg/l

CONSIDÉRANT que l'article 17 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 susvisé prévoit une surveillance, associée à des valeurs limites de rejets, pour les paramètres suivants :

- matières en suspension totales (MES), DCO
- substances spécifiques du secteur d'activité : As, Cd, Cr, Cu, Hg, Ni, Pb, Zn, Fluor, indice phénols, Cyanures libres, Hydrocarbures totaux, Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP – 5 composés), composés organiques halogénés (AOX)

CONSIDÉRANT que l'article 20 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 susvisé dispose : « Une mesure des concentrations des différents polluants visés aux articles 17 et 18 est effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. (...) »

CONSIDÉRANT que l'article 31 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 susvisé prévoit une surveillance, associée à des valeurs limites de rejets, pour les paramètres suivants en cas de rejet au milieu naturel :

- matières en suspension totales (MES), DCO, DBO5
- polluants spécifiques : Cr hexavalent, Pb, Hydrocarbures totaux, Métaux totaux (Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al)

CONSIDÉRANT que l'article 33 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé dispose : « Dans tous les cas, une mesure des concentrations de valeurs de rejet (...) est effectuée tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. (...) »

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 20 juillet 2020, l'inspecteur de l'environnement a constaté que l'analyse annuelle des rejets aqueux réalisée par l'exploitant ne porte que sur les paramètres suivants : MES, DCO hydrocarbures totaux ; par ailleurs, les résultats d'analyses sont non-conformes sur ces 3 paramètres, de façon récurrente depuis 2014 ;

CONSIDÉRANT en conséquence, que l'exploitant ne respecte par ces dispositions :

- article 20 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018, article 33 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 : l'exploitant ne réalise pas d'analyse annuelle sur l'ensemble des paramètres prévus par ces textes
- article 4.3.11 de l'arrêté préfectoral du 23 octobre 2012, article 17 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018, article 31 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 : l'exploitant ne respecte pas les valeurs limites de rejets pour ses effluents aqueux.

CONSIDÉRANT que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 I du code de l'environnement en mettant en demeure la société EPUR Centre à Digoin de respecter les prescriptions

- de l'article 4.3.11 de l'arrêté préfectoral du 23 octobre 2012 susvisé ;
- des articles 17 et 20 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 susvisé ;
- des articles 31 et 33 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la préfecture de Saône-et-Loire ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 – OBJET

La société EPUR CENTRE, dont le siège social est sis ZI, 135 rue Lavoisier, Mâcon (71020), **est mise en demeure**, pour les installations classées de tri, transit et traitement de déchets qu'elle exploite Parc d'Activités des Blattières, sur la commune de Digoïn :

- **dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions prévues à l'article 20 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018, et à l'article 33 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 en réalisation une analyse de ses rejets aqueux, sur l'ensemble des paramètres suivants
 - matières en suspension totales (MES), DCO, DBO5
 - As, Cd, Cr (dont Cr hexavalent), Cu, Hg, Ni, Pb, Zn, Métaux totaux (Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al)
 - Fluor, indice phénols, Cyanures libres, Hydrocarbures totaux, Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP – 5 composés), composés organiques halogénés (AOX)

→ les résultats d'analyse seront transmis à l'inspection dès réception
- les dispositions prévues des articles 4.3.11 de l'arrêté préfectoral du 23 octobre 2012 susvisé, 17 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 susvisé, 31 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé, en :
 - Proposant un plan d'actions, ainsi que l'échéancier associé, pour la mise en conformité des rejets, **dans un délai de 5 mois à compter de la notification du présent arrêté**,

→ ce plan d'actions et son échéancier de réalisation seront transmis à l'inspection
 - Mettant en œuvre ce plan d'actions, et réalisant une analyse de confirmation justifiant du retour à la conformité, **dans un délai de 10 mois à compter de la notification du présent arrêté**,

→ les résultats d'analyse seront transmis à l'inspection dès réception

ARTICLE 2 – SANCTIONS

Dans le cas où il n'aurait pas été déféré à la mise en demeure à l'expiration du délai imparti, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, l'autorité administrative peut arrêter une ou plusieurs sanctions prévues au II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : INFORMATION DES TIERS

Conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 4 – VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal Administratif de Dijon dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 5 – EXÉCUTION

M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Saône-et-Loire, M. Le Sous-Préfet de Charolles, M. le Maire de la commune de Digoin, M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

À Mâcon, le **17 SEP. 2020**

Le préfet

Pour le préfet,
le secrétaire général de la
préfecture de Saône-et-Loire

David Anthony DELAVOËT